RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 26882
Nom ou dénomination : EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 02/12/2016 sous le numéro de dépôt 118703

1611883304

DATE DEPOT : 2016-12-02

NUMERO DE DEPOT : 2016R118703

N° GESTION : 2016B26882

N° SIREN :

DENOMINATION : EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING

ADRESSE : 4 rue Saint Florentin 75001 Paris

DATE D'ACTE : 2016/09/07

TYPE D'ACTE : LETTRE

NATURE D'ACTE : LISTE DES SOUSCRIPTEURS

SAS EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING au capital de 20000 Euros

4 rue Saint Florentin
75001 Paris

Liste des souscripteurs :

- **Monsieur PETIN Jean Loup** né le 18/01/1964 à Paris 15, de nationalité Française, célibataire, demeurant 67 BOULEVARD LANNES 75116 PARIS (France)

Nombre d'actions : 1000.
Apport numéraire : 1000 Euros.
Apports en nature : 0 Euros.
Libération : 50%.

- **Madame FRANCES Jocelyne** née FRANCES le 05/08/1955 à new York, de nationalité Française, célibataire, demeurant 69 Boulevard de Reuilly 75012 Paris (France)

Nombre d'actions : 5000.
Apport numéraire : 5000 Euros.
Apports en nature : 0 Euros.
Libération : 50%.

- **SAS CLERVIVA**, 67 BOULEVARD LANNES 75116 PARIS, au capital de 1170002 euros. RCS 814324018 Paris

Nombre d'actions : 14000.
Apport numéraire : 14000 Euros.
Apports en nature : 0 Euros.
Libération : 50%.

Fait à Paris le 01/09/2016

Signature(s)

Jean Loup Petin

Jean Loup Petin

J. FRANCES

1611883303

DATE DEPOT : 2016-12-02

NUMERO DE DEPOT : 2016R118703

N° GESTION : 2016B26882

N° SIREN :

DENOMINATION : EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING

ADRESSE : 4 rue Saint Florentin 75001 Paris

DATE D'ACTE : 2016/07/29

TYPE D'ACTE : CERTIFICAT

NATURE D'ACTE :

SOCIETE GENERALE

CERTIFICAT DE DÉPÔT DE FONDS - SOCIÉTÉ ANONYME, SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE OU SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS EN FORMATION

Agence Paris Champs Elysées

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Société Anonyme au capital de 1 009 380 011,2Seuros, dont le siège social est à PARIS 9ème, 29 Boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris, certifie avoir reçu en dépôt la somme de :

DIX MILLE Euros
10000 €

représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs du capital en numéraire de la société en formation :

SAS
EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING
4 RUE SAINT FLORENTIN, 75001 PARIS

et avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque actionnaire (ou l'associé unique) sur la liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à PARIS
le 29 juillet 2016

Idris HEDARALY
Directeur d'Agence
PARIS CHAMPS ELYSEES

Le Directeur de l'Agence

91, avenue des Champs Elysées
75008 PARIS

Tél. +33 (0)1 53 67 57 00
Fax +33 (0)1 53 67 57 79
www.societegenerale.fr

Société Générale S.A. au capital de :
1 007 625 077,50 EUR
Siège Social :
29 bd Haussmann 75009 Paris
552 120 222 R.C.S. Paris

Ce document a été imprimé sur du papier issu de forêts gérées durablement et provenant de sources contrôlées. Société Générale, membre fondateur d'Ecofolio, participe au recyclage du papier et a ce titre pourvoit à la collecte et au recyclage de ce document dans le souci d'une incidence minimale sur l'environnement.

1611883302

DATE DEPOT : 2016-12-02

NUMERO DE DEPOT : 2016R118703

N° GESTION : 2016B26882

N° SIREN :

DENOMINATION : EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING

ADRESSE : 4 rue Saint Florentin 75001 Paris

DATE D'ACTE : 2016/09/07

TYPE D'ACTE : PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

NATURE D'ACTE : NOMINATION DE PRESIDENT

SAS EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING
En formation au capital partiellement libéré de 20000 Euros
4 rue Saint Florentin
75001 Paris
RCS en cours

Le 07/09/16 à 14 heures, sont présents au siége de la société, les soussignés :

- Monsieur PETIN Jean Loup né le 18/01/1964 à Paris 15, de nationalité Française, célibataire, demeurant 67 BOULEVARD LANNES 75116 PARIS (France)

- Madame FRANCES Jocelyne née FRANCES le 05/08/1955 à new York, de nationalité Française, célibataire, demeurant 69 Boulevard de Reuilly 75012 Paris (France)

- SAS CLERVIVA au capital de 1170002 euros, 67 BOULEVARD LANNES, 75116 PARIS. RCS 814324018 Paris, représentée par Monsieur PETIN Jean Loup né le 18/01/1964 à Paris 15 de nationalité Française, marié, demeurant 67 boulevard lannes 75116 Paris

Représentant la totalité des actions, afin de participer à :

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
dont l'ordre du jour annoncé par Madame FRANCES Jocelyne, président de cette assemblée, est :

NOMINATION DE LA PRESIDENCE

RESOLUTION N°1

Nomination aux fonctions de président telles que définies par la loi et les statuts de la société, à compter de ce jour et pour une durée indéterminée :

- SAS CLERVIVA, 67 BOULEVARD LANNES, 75116 PARIS. Représentée par Monsieur PETIN Jean Loup né le 18/01/1964 à Paris 15 de nationalité Française, marie, demeurant 67 boulevard lannes 75116 Paris.

Celui-ci présent, déclare accepter ces fonctions..

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

RESOLUTION N°2

La rémunération de la présidence sera déterminée ultérieurement.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14 heures 30 minutes.
De tout ce que dessus, il est dressé le présent procès verbal en 4 exemplaires originaux, qui seront signés par tous les intervenants susmentionnés.

Fait à Paris le 07/09/2016.

Signatures des intervenants :

Jean Loup Petin

Jean Loup Petin
Clerviva

J. FRANCES

1611883301

DATE DEPOT : 2016-12-02

NUMERO DE DEPOT : 2016R118703

N° GESTION : 2016B26882

N° SIREN :

DENOMINATION : EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING

ADRESSE : 4 rue Saint Florentin 75001 Paris

DATE D'ACTE : 2016/09/07

TYPE D'ACTE : STATUTS CONSTITUTIFS

NATURE D'ACTE :

SAO du 07/04/16
PG du 07/09/16 - OW
CA du 29/07/16
LA du 07/09/16 - LH

16B26882

Publié au Journal le 7-09-16.

STATUTS

EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING

SAS au capital variable de 20 000 Euros
4 rue de Saint Florentin
75001 Paris

Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris
02 DEC. 2016
118703
N° DE DÉPOT

J. FRANCES

STATUTS

EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING

SAS au capital variable de 20 000 Euros
4 rue Saint Florentin
75001 Paris

Le(s) soussigné(s) :

- **Monsieur PETIN Jean Loup** né le 18/01/1964 à Paris 15, de nationalité Française, célibataire, demeurant 67 BOULEVARD LANNES 75116 PARIS, France

- **Madame FRANCES Jocelyne** née FRANCES le 05/08/1955 à new York, de nationalité Française, célibataire, demeurant 69 Boulevard de Reuilly 75012 Paris, France

- **SAS CLERVIVA**, 67 BOULEVARD LANNES 75116 PARIS, au capital de 1170002 euros.
RCS 814 324 018 Paris, en la personne de son représentant légal.

Actionnaire(s) fondateur(s) d'une société par actions simplifiée.

ARTICLE 1 : Forme

Il est formé par les présentes entre les titulaires des actions ci-aprés créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée à capital variable.
Elle sera régie par les présents statuts, par les articles L 227-1 à L 227-19 du code de commerce, et pour la variabilité du capital social par l'article L231-1 modifié par Loi n°2003-7 du 3 janvier 2003 – art. 50, du code de commerce.
Dans le silence des statuts, il sera fait en tant que de raison, application des dispositions de la loi relative aux société anonymes.

ARTICLE 2 : Dénomination

La société prend la dénomination de : **EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING**

Tout acte et document émanant de la société et destiné aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant et du type de son capital social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 années, à dater de son immatriculation au registre du commerce, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 4 : Siège social

Le siège social de la société est fixé à :

4 rue Saint Florentin, 75001 Paris.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français, par simple décision du Président, ratifiée par les actionnaires.
Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger s'il le juge utile.

IF

ARTICLE 5 : Exercice social

Il commence le 1 janvier et se termine le **31 décembre de chaque année**. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera le **31 mars 2017**.
Les opérations prévues à l'article 25 seront rattachées au premier exercice social.

ARTICLE 6 : Objet social

Dispositions générales relatives à l'objet social : Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle peut prendre sous toute forme, tout intérêt et participation dans toute autre société ou entreprise, française ou étrangère ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises française ou étrangères, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations, l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, et l'obtention de tout agréments et accréditations.

l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant notamment avec ou sans garantie et en toutes monnaies, par la voie d'émission d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons, et en accordant des prêts ou garanties à des sociétés dans lesquelles elle aura pris des intérêts.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 7 : Apports

Les apports constitutifs du capital social ont été réalisés de la façon suivante :

- **Monsieur PETIN Jean Loup** souscrit la somme de 1 000 Euros
et libère la somme de 500 euros soit 50% de la souscription.

- **Madame FRANCES Jocelyne** souscrit la somme de 5 000 Euros
et libère la somme de 2 500 euros soit 50% de la souscription.

- **SAS CLERVIVA** souscrit la somme de 14 000 Euros
et libère la somme de 7 000 euros soit 50% de la souscription.

La somme représentant le capital social libéré a été déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation auprés de Société général, Paris Champs Élysées 75008 Paris, conformément aux dispositions de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001

TOTAL DES APPORTS SOUSCRITS : 20 000 Euros

TOTAL DES APPORTS LIBÉRÉS : 10 000 Euros

Montant minimum au dessous duquel le capital social ne peut être réduit par les reprises des apports : 20 000 euros.

Le capital social libéré est déposé à la banque : Société général, Paris Champs Élysées 75008 Paris

JF

ARTICLE 8 : Capital social

Le capital social variable s'élève à la somme de vingt mille euros (20 000). Il est divisé en vingt milles (20 000) actions de (1) un euro. Celui-ci est susceptible d'augmentation, par des versements successifs des actionnaires ou l'admission de nouveaux actionnaires, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués sous réserve des minima définis et légaux. Les actions sont libérées à hauteur de 50 % à la constitution et selon les montants par actionnaires définis à l'article 7 ci-dessus. Elles sont attribuées de la façon suivante :

- Monsieur PETIN Jean Loup	1 000 Action(s) numérotées de 1 à 1 000
- Madame FRANCES Jocelyne	5 000 Action(s) numérotées de 1001 à 6 000
- SAS CLERVIVA	14 000 Action(s) numérotées de 6 001 à 20 000

TOTAL DES ACTIONS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL : 20 000 Action(s)

Ne sont pas assujettis aux formalités de dépôt et de publication, les actes constatant les augmentations ou les diminutions du capital social dans les limites minimum de 20 000 et maximum de 200 000 euros, ou les retraits d'actionnaires autres que les présidents ou administrateurs qui pourraient avoir lieu. L'actionnaire qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, restera tenu, pendant 5 ans envers les actionnaires et les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

ARTICLE 9 : Modification du capital

Le capital social peut-être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par les actionnaires statuant dans les conditions de l'article 16 ci-après.

9.1 Augmentation du capital

Le capital social ne sera pas augmenté dans les trois premières années sauf accord unanime des associés

ARTICLE 10 : Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires sur un registre tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

ARTICLE 11 : Cessions des actions

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.
Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

ARTICLE 12 : Clauses particulières relatives au transfert des actions et autres agréments

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après.
Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution est également soumis à agrément.
Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il contient l'indication des noms, prénoms et adresses du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siége social, son immatriculation au registre du commerce et le ressort du greffe, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.
Dans le délai de 60 jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour qu'elle délibére sur le projet de cession des actions.
Il peut également consulter les actionnaires par écrit sur ledit projet.
La décision de la société, qui n'a pas à être motivée est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.
En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans la cession notifiée à la société.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 2 mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.
Si la société refuse d'agréer la cession, le cédant peut, dans les 15 jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les actionnaires doivent, dans le délai de 3 mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'experts dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.
La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.
A défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.
Page 7 sur 13En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'actionnaire le plus âgé, et si le président est l'actionnaire le plus âgé, par le second actionnaire le plus âgé.

ARTICLE 13 : Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
Les actionnaires sont tenus de libérer les actions souscrites dans les 30 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Exercice du droit de vote : Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.
La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.
Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.
Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.
Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera imposable à la société, qu'à expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.
Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

ARTICLE 14 : Autres organes dirigeants

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions, et sa rémunération sont déterminés par les statuts, ou par assemblée générale. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaire détenteurs d'au moins 20% du capital de la société. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attribution.
Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

ARTICLE 15 : Conventions entre la société et ses dirigeants

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions. Ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.
A l'occasion de la consultation des actionnaires sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui Page 8 sur 13une telle convention est intervenue ne participe pas au vote
Les conventions non approuvées produisent néanmoins leur effet, à charge pour le dirigeant les ayant conclues d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.
Les interdictions prévues à l'article 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

ARTICLE 16 : Décisions des actionnaires

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, ce qui implique une réunion physique des actionnaires en un même lieu, ou par consultation par correspondance.
Admission aux assemblées : Chaque actionnaire a droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par son mandataire.

ARTICLE 16-1 : assemblée ordinaire

Mode de convocation.....Tout moyen
Périodicité de communication.....Annuelle
Délai de convocation.....8 jours
Lieu de réunion.....Siège social
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour.....Président
Mode de consultation.....Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....Obligatoire
Établissement d'une feuille de présence.....Oui
Présidence de l'assemblée.....Président
Régle de majorité.....Simple
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....Main-levée
Représentation.....Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....Envoi d'un formulaire
Tous les documents consultables au siége social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

ARTICLE 16-2 : assemblée extraordinaire

Mode de convocation.....Tout moyen
Périodicité de communication.....Selon besoin
Délai de convocation.....8 jours
Lieu de réunion.....Siège social
Autorité habilitée à convoquer et á arrêter l'ordre du jour.....Président
Mode de consultation.....Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....Obligatoire
Établissement d'une feuille de présence.....Oui
Présidence de l'assemblée.....Président
Règle de majorité.....Majorité des 2/3
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....Main-levée
Représentation.....Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....Envoi d'un formulaire
Tous les documents consultables au siége social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

ARTICLE 17 : Consultation et Informations facultatives des actionnaires

ARTICLE 17-1 : assemblée ordinaire

Mode de convocation.....Tout moyen
Périodicité de communication.....Selon besoin
Délai de convocation.....8 jours
Lieu de réunion.....Siège social
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour.....Président
Mode de consultation.....Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....Obligatoire
Établissement d'une feuille de présence.....Oui
Présidence de l'assemblée.....Président
Règle du quorum.....Unanimité
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....Main-levée
Représentation.....Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....Envoi d'un formulaire
Tous les documents consultables au siége social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

ARTICLE 18 : Comptes annuels et résultats sociaux

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.
Après approbation des comptes et constalation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.
Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

ARTICLE 19 : Contrôle des comptes

Commissaire aux comptes

1- Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires, suivant le cas. En outre, cette nomination

peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Dès lors que les seuils définis par la réglementation en vigueur sont atteints, la désignation d'un commissaire est obligatoire.
2- Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier. Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'actionnaire unique ou par décision ordinaire des actionnaires.
3- Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

ARTICLE 20 : Comité d'entreprise.

Le cas échéant, les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprés du Président.

ARTICLE 21 : Dissolution et liquidation

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.
La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des actionnaires.
La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est effectuée conformément à la loi.
Les actionnaires qui décident de la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.
Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'auraient pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.
Si la société ne comprend plus qu'un seul actionnaire personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique personne morale, sans liquidation préalable.

ARTICLE 22 : Contestations

Tout différend susceptible de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, entre les actionnaires et les représentants légaux de la société, ou entre les actionnaires eux mêmes, relatif aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à l'arbitrage.

ARTICLE 23 : Engagement pour le compte de la société

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires.
Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les actionnaires ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel.
En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS, mandat exprès est donné au président ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements précisés en annexe.
Aux effets ci-dessus, passer et signer tout acte, faire toute déclaration et affirmation élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.
Conformément aux articles 210-6 de la loi 2002-420 du 15 Mai 2001, et 74, alinéa 3, du décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la société au RCS emportera reprise de

IF

ces engagements par la société.

ARTICLE 24 : Présidence

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.
Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions fixées par la collectivité des actionnaires. Le premier Président est nommé par la collectivité des actionnaires à l'unanimité, par assemblée générale ordinaire.
L'actionnaire qui investit des fonctions de Président, ou qui demande son investiture, ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum, sauf en cas d'unipersonnalité d'actionnaire.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à trente jours, dûment constaté par les actionnaires, il est pourvu dans un délai de trente jours à son remplacement à l'unanimité par assemblée générale ordinaire. Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.
Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 25 : Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

ARTICLE 26 : Publicité

Tout pouvoir est donné au Président, ou à toute personne qui s'y substituerait, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au RCS et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

NÉANT

Fait à Paris le 07/11 /2016

en 2 exemplaires originaux.

Monsieur PETIN Jean Loup

Madame FRANCES Jocelyne

SAS CLERVIVA

ETAT DES ACTES

Accomplis pour le compte de la société
EMPROGYS INTERNATIONAL HOLDING
4 rue Saint Florentin
75001 Paris
SAS en formation
au capital de 20000 euros

NEANT

L'intégralité des éventuels engagements souscrits pour le compte de la société en formation et mentionnés le cas échéant ci-dessus ainsi que leurs suites sera reprise par cette dernière dès son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Fait à Paris, le 07/09/2016

Signatures

